

Autorité concédante

Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier  
Centre Administratif André Bénéch  
191 avenue du Doyen Gaston Giraud  
34295 MONTPELLIER cedex 5

# PROJET CONTRAT

Etabli en application des articles L 1121-1, L 1121-3, L3100-1 à L3137-5 et  
R3111-1 à R3135-10

Du Code de la commande publique  
Relatifs aux concessions de services

N° Affaire : 25A0215

Objet de la consultation :

**CONCESSION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION ET  
EXPLOITATION DE CAFETERIAS/POINTS PRESSE ET DISTRIBUTEURS  
AUTOMATIQUES D'ALIMENTATION POUR LE CHU DE MONTPELLIER - LE CH  
DE LUNEL ET LE CH DE CLERMONT L'HERAULT**

**Lot 1 : Exploitation de cafétérias / points presse et distributeurs du CHU de  
Montpellier**

## Table des matières

<b>I - DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>5</b>
Article I-1 PRESENTATION DU CHU DE MONTPELLIER .....	5
Article I-2 Objet du contrat .....	5
Article I-3 Documents contractuels .....	5
Article I-4 Pouvoirs de l'Autorité délégante .....	6
Article I-5 Prise d'effet - Durée du contrat .....	6
Article I-6 Représentant du concessionnaire.....	6
<b>II - AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE .....</b>	<b>7</b>
Article II-1 Régime des biens.....	7
Article II-2 Mise à jour des inventaires des biens .....	7
Article II-3 Conditions matérielles de la mise à disposition de l'assiette .....	8
<b>III - OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE.....</b>	<b>8</b>
Article III-1 Règles générales d'exécution du contrat .....	8
III-1-1 Respect de la législation et de la réglementation .....	8
III-1-2 Principe d'exécution personnelle .....	9
III-1-3 Respect des principes de la République (neutralité – laïcité) .....	9
Article III-2 Reprise du personnel .....	11
<b>IV - RESPONSABILITES – GARANTIES - ASSURANCES.....</b>	<b>11</b>
Article IV-1 Responsabilités .....	11
IV-1-1 Responsabilité du Concessionnaire liée à l'exploitation du service et/ou à l'entretien des installations .....	11
IV-1-2 Responsabilité du Concessionnaire lié aux immeubles et équipements .....	12
IV-1-3 Responsabilité du Concessionnaire envers les tiers .....	12
Article IV-2 Assurances .....	12
IV-2-1 Généralités .....	12
IV-2-2 Justifications des assurances.....	13
IV-2-3 Insuffisance - défaut de garantie - franchise .....	14
<b>V - TRAVAUX, EXPLOITATION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES ET INSTALLATIONS.14</b>	
Article V-1 Modalités d'aménagement des locaux .....	14
V-1-1 Cafeteria .....	14
V-1-2 Distributeurs.....	15
Article V-2 Fonctionnement des boutiques de vente et de restauration pendant la période de travaux .....	16
Article V-3 Conditions d'exploitation du service .....	16
V-3-1 Cafeteria .....	16
V-3-1.1 Plages horaires.....	16
V-3-1.2 Produits de référence .....	17
V-3-1.3 Produits interdits .....	17
V-3-1.4 Distribution gratuite d'eau .....	17
V-3-1.5 Confection des plats chauds .....	17
V-3-1.6 Gestion des déchets.....	17
V-3-1.7 Réduction des plastiques .....	18
V-3-1.8 Spécificités de l'IFMS .....	18

V-3-1.8 Condition tarifaire particulière à destination du personnel .....	18
V-3-1.9 Respect des dispositions de l'ordonnance 2025-979 du 14 octobre 2025 .....	18
V-3-2 Point Presse.....	18
V-3-3 Distributeurs automatiques .....	18
<b>Article V-4 Moyens humains dédiés à la concession.....</b>	<b>19</b>
<b>VI - CONTRÔLES - SANCTIONS.....</b>	<b>20</b>
Article VI-1 Comité de pilotage d'exécution.....	20
VI-1-1 Composition du comité .....	20
VI-1-2 Fonctionnement du comité .....	21
VI-1-3 Pouvoirs du comité.....	21
Article VI-2 Information du CHU en cas d'incident technique .....	21
Article VI-3 Modalités de contrôle .....	22
Article VI-4 Rapport annuel du Concessionnaire .....	23
Article VI-5 Contenu du compte-rendu sur la qualité du service .....	23
Article VI-6 Contenu du compte-rendu technique et statistique.....	24
Article VI-7 Pénalités .....	24
VI-7-1 Définition .....	24
VI-7-2 Modalités d'applications des pénalités.....	25
VI-7-3 Pénalités applicables .....	25
Article VI-8 Mesures d'urgence .....	27
<b>VII - CONDITIONS FINANCIERES.....</b>	<b>28</b>
Article VII-1 Absence de participation du CHU .....	28
Article VII-2 Dépôt de garantie.....	28
Article VII-3 Redevance due à l'autorité concédante.....	28
Article VII-4 Remise accordée au personnel des établissements.....	29
Article VII-5 Réexamen des conditions financières.....	29
Article VII-6 Régime fiscal .....	31
<b>VIII - FIN DU CONTRAT .....</b>	<b>31</b>
Article VIII-1 Cas de fin du contrat.....	31
Article VIII-2 Survenance du terme du contrat.....	31
Article VIII-3 Résiliation pour faute du Concessionnaire - Déchéance .....	32
Article VIII-4 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	32
Article VIII-5 Résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence .....	33
Article VIII-6 Résiliation pour force majeure .....	33
Article VIII-7 Résiliation de plein droit.....	33
Article VIII-8 Indemnisation du concédant.....	34
Article VIII-9 Sort des biens.....	34
VIII-9-1 Remise des biens au concédant.....	34
VIII-9-2 Rachat facultatif des biens de reprise .....	35
VIII-9-3 Etat des lieux .....	35
VIII-9-4 Remise en état .....	35
Article VIII-10 Charges à payer .....	35
Article VIII-11 Transmission de l'exploitation .....	36
VIII-11-1 Transition avec le prestataire sortant .....	36
VIII-11-2 Remise des données d'exploitation .....	36
VIII-11-3 Litiges, recours, sinistres et contentieux .....	36
VIII-11-4 Prise en main par un nouvel exploitant .....	36

<b>IX - CLAUSES DIVERSES.....</b>	<b>37</b>
<b>Article IX-1 Règlement des litiges.....</b>	<b>37</b>
IX-1-1 Expertise amiable .....	37
IX-1-2 Juridiction compétente .....	37

**ENTRE :**

Le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER, agissant comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron », Etablissement public de santé, sis 191, Avenue du Doyen Gaston Giraud 34295 MONTPELLIER CEDEX 5, représenté par :

La Directrice Générale, en application du décret du Président de la République n°0072 en date du 25 mars 2023 ;

- La Directrice des Achats et Approvisionnements, par délégation de signature de la Directrice Générale (décision n°2025-28608 du 14 octobre 2025) ;

- La Directrice adjointe des Achats et des Approvisionnements, par délégation de signature de la Directrice Générale (décision n°2025-28608 du 14 octobre 2025).

Ci-après dénommée « **l’Autorité Concédante** » ou « **le CHU** »,

**D’une part,**

**ET :**

La société [nom de la société],  
[Forme de la société] au capital de [XXX] euros, immatriculée au Tribunal de Commerce de [XXX] sous le numéro [XXX], ayant son siège social à [XXXX], représentée par [XXX], agissant en qualité de [XXX], désigné statutairement et dûment habilité à cet effet.

Ci-après dénommée, « **le Concessionnaire** », « **la Société** »

**D’autre part,**

Ci-après désignées conjointement par « les Parties ».

Il est convenu ce qui suit :

## I - DISPOSITIONS GENERALES

### Article I-1 PRESENTATION DU CHU DE MONTPELLIER

Dénomination : **CHU DE MONTPELLIER**  
Centre Administratif André Benech  
191 avenue du Doyen Gaston Giraud  
34295 Montpellier Cedex 5

Personne habilitée à la représenter : **Madame la Directrice Générale du CHU de Montpellier.**

### Article I-2 Objet du contrat

Le présent contrat porte sur l'exploitation de cafétérias/points presse et la mise à disposition et l'exploitation de 19 automates de distribution de boissons chaudes, fraîches non alcoolisées, non énergisantes, confiseries et snacking, à destination des patients et visiteurs, personnels des établissements.

### Article I-3 Documents contractuels

Les documents contractuels comprennent, par ordre de priorité décroissant :

- **Le présent contrat de concession et ses annexes**
- **L'offre technique du concessionnaire**
- **Le règlement intérieur du CHU de Montpellier** (non joint mais consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>)
- **Les actes spéciaux de sous-traitance** et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché public ;
- **Le plan de prévention des entreprises extérieures en cas :**
  - o D'intervention sur site de plus de 400 heures, sur une période inférieure ou égale à 12 mois, que les travaux soient continus ou discontinus, pour l'ensemble des intervenants de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants,
  - o Ou, quelle que soit la durée prévisible de l'opération, lorsque les travaux à accomplir sont au nombre des travaux dangereux figurant sur une liste fixée par arrêté du ministre chargé du travail et par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.
- **L'attestation sur l'honneur « sanction russe complétée et signée.**

Les annexes ont valeur contractuelle, sauf indication contraire. Elles précisent et complètent la convention de concession de service public et s'entendent conformément à celle-ci. Sauf mention expresse contraire, toute référence au Contrat inclut ses Annexes.

La convention de concession et ses annexes sont interprétées au regard des principes du droit des concessions de service public et des règles générales applicables aux contrats administratifs.

## **Article I-4 Pouvoirs de l'Autorité délégante**

L'Autorité délégante exerce notamment les compétences suivantes :

- Surveiller le respect des obligations contractuelles
- Contrôler la sécurité, l'entretien et la bonne utilisation du domaine public,
- Organiser des visites de contrôle
- Contrôle et sanction du non-respect des obligations du Concessionnaire
- Encadrer les révisions de tarifs

## **Article I-5 Prise d'effet - Durée du contrat**

Le contrat sera conclu pour une durée de 7 ans, à compter du 20 avril 2026 ou de sa date de notification si elle est postérieure.

Conformément à l'article R.3114-2 du code de la commande publique, cette durée du contrat correspond au temps raisonnablement escompté par le prestataire afin qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation du service, y compris le retour des capitaux investis.

La durée du contrat pourra faire l'objet d'un point de négociation

## **Article I-6 Représentant du concessionnaire**

Le Représentant du Concessionnaire doit avoir les compétences, l'expérience, l'habilitation et les moyens nécessaires pour représenter le Concessionnaire et agir pour son compte en permanence pendant toute la durée du Contrat.

Le Concessionnaire nomme le Représentant dans les 5 (cinq) jours suivant la notification de la Concession et communique au Concédant l'identité, compétences, expérience habilitations et moyens du Représentant ainsi que ses coordonnées. Le Concessionnaire communique au Concédant la lettre de mission et les délégations de pouvoir dont dispose le Représentant.

Si dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la nomination proposée, le Concédant n'oppose aucune objection à cette nomination, le choix du Représentant sera réputé avoir été approuvé.

Si, dans le délai précité, le Concédant s'oppose à la nomination du Représentant proposé, il précise les motifs de sa décision. Le Concessionnaire nomme un autre Représentant dans les cinq (5) jours à compter du refus, soumis à l'acceptation du Concédant selon les mêmes modalités.

Le Concessionnaire ne peut remplacer le Représentant qu'avec l'accord écrit préalable du Concédant, lequel ne doit pas être abusivement refusé. Si le Concédant y consent, le Concessionnaire nomme le nouveau Représentant dans les cinq (5) jours suivant la date de réception du consentement écrit préalable du Concédant ou dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification de la proposition de nomination demeurée sans réponse du Concédant.

## II - AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE

Le Concédant met à la disposition du Concessionnaire l'Assiette et les Biens existants, libres de toute occupation, tels que décrits à l'Annexe 2A « Plans »

### **Article II-1 Régime des biens**

Les biens acquis ou réalisés par le Concessionnaire au cours de la concession et nécessaires au service constituent des biens de retour. Ils sont, dès leur acquisition ou leur réalisation, la propriété du CHU de Montpellier.

Constituent notamment des biens de retour, ceux déployés dans le cadre des travaux et investissements à effectuer dès le début du contrat.

Les biens de retour seront remis à jour annuellement par le Concessionnaire. Ils se composent des biens nécessaires à l'exploitation du service réalisés ou acquis par le concessionnaire pour le compte du CHU de Montpellier.

Ces biens appartiennent au CHU de Montpellier dès leur achèvement ou acquisition. En fin de contrat, ces biens reviennent obligatoirement au CHU de Montpellier.

Les biens acquis ou réalisés par le Concessionnaire au cours de la concession et simplement utiles au service constituent des biens de reprise. Ils se composent des biens non nécessaires à l'exploitation autres que les biens de retour, qui peuvent éventuellement être repris par le CHU de Montpellier en fin de contrat si ce dernier estime qu'ils peuvent être utiles à son exploitation. Ces biens appartiennent au concessionnaire tant que le CHU de Montpellier n'a pas usé de son droit de reprise. Ils sont la propriété du Concessionnaire jusqu'au terme de la concession. Au terme de la concession, le CHU pourra, sans que le Concessionnaire ne puisse s'y opposer, décider ou non de racheter tout ou partie des biens de reprise, dans les conditions fixées à l'article VIII.9.2 du présent contrat.

Les biens de reprises figurent à l'inventaire B remis à jour annuellement par le Concessionnaire.

L'inventaire B figure en annexe du présent contrat. Le concessionnaire précise la liste des biens de reprise achetés ou lui appartenant qu'il affecte à la gestion du service. La liste de ces biens sera annexée au contrat.

Tous les biens financés avec les produits d'exploitation générés par le présent contrat sont des biens de retour ou des biens de reprises.

Les biens propres du Concessionnaire sont les biens qui n'ont pas été financés dans le cadre du présent contrat par la société dédiée et qui ont été mis à disposition pendant l'exploitation.

Le concessionnaire précise la liste des biens propres lui appartenant qu'il affecte à la gestion du service. Les biens propres figurent à l'inventaire C remis à jour annuellement par le Concessionnaire.

### **Article II-2 Mise à jour des inventaires des biens**

Le Concessionnaire s'engage à tenir à jour jusqu'au terme du contrat les inventaires des biens de retour, de reprises et propres.

Ces inventaires comporteront les informations suivantes pour chaque bien du service :

- Désignation du bien avec son état (neuf, bon état, usagé, etc...) et sa localisation ;
- Origine du bien (CHU ou Concessionnaire) ;
- Nature du bien (bien de retour, bien de reprise, biens propre) ;
- Marque ;
- Date de mise en service ;
- Type ;

- Valorisation à l'origine (en cas de financement par le Concessionnaire) ;
- Date d'entrée dans le patrimoine du service ou du Concessionnaire ;
- Durée d'amortissement (en cas de financement par le Concessionnaire) ;
- Nature de l'amortissement (en cas de financement par le Concessionnaire) ;
- Montant de l'amortissement annuel pratiqué pour chacun des biens au 31/12 de l'exercice N (en cas de financement par le Concessionnaire) ;
- Montant cumulé des amortissements pratiqués depuis l'origine du contrat au 31/12 de l'exercice N (en cas de financement par le Concessionnaire) ;
- Sa valeur d'achat,
- Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice N (en cas de financement par le Concessionnaire) ;
- Valeur nette comptable au terme normal du contrat.

Le Concessionnaire remettra lors de la remise du rapport annuel prévu à l'Article VI.4, l'inventaire des biens à jour à la clôture de l'exercice.

Le non-respect des exigences en matière d'inventaire des biens expose le Concessionnaire à l'application de pénalités telles que prévues à l'Article VI.7-3.

## **Article II-3 Conditions matérielles de la mise à disposition de l'assiette**

Le Concessionnaire utilisera l'Assiette et les Biens dans le respect du principe de spécialité du Concédant et de l'affectation du domaine.

Pour l'Assiette et l'ensemble des Biens, le Concessionnaire dispose, pour la durée du Contrat, des droits qui lui confèrent les prérogatives et obligations du propriétaire dans les conditions et les limites définies par le présent Contrat et ayant, le cas échéant, pour objet de garantir l'intégrité et l'affectation du domaine public.

Pendant sa durée, le Contrat confère au Concessionnaire le droit exclusif d'exploiter les Biens.

Le Concessionnaire assure la garde de l'Assiette et des Biens à compter de leur mise à disposition par le Concédant et pendant toute la durée du Contrat.

Le Concédant conserve le droit d'effectuer, après avoir consulté le Concessionnaire, toute intervention et travaux dans le périmètre de l'Assiette, qu'il juge nécessaire à réaliser et ne faisant pas l'objet du présent Contrat.

Sauf en cas de conséquences préjudiciables réelles et justifiées, le Concessionnaire supporte ces interventions et travaux sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

## **III - OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE**

### **Article III-1 Règles générales d'exécution du contrat**

#### **III-1-1 Respect de la législation et de la réglementation**

Le Concessionnaire respecte, à ses frais et risques, l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date de la conclusion du présent Contrat, ainsi que l'ensemble des dispositions qui entreraient en vigueur en cours de son exécution.



### **III-1-2 Principe d'exécution personnelle**

Le Concessionnaire est tenu d'assurer personnellement l'exécution du présent contrat de concession.

Il peut confier l'exécution d'une part des Services et Travaux faisant objet du Contrat à ses frais et risques à des tiers dans le respect des conditions définies ci-dessous :

- Le Concessionnaire ne peut confier à des tiers par un ou plusieurs sous-contrats l'exécution de la totalité de l'objet du Contrat ;
- Le Concessionnaire ne peut sous-concéder la mission de coordination des différentes missions. Il demeure l'unique interlocuteur du Concédant et garant de la globalité des engagements de performance.
- En tout état de cause, le Concessionnaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent Contrat.
- Toute subdélégation devra faire l'objet d'un accord exprès et préalable du CHU sur la base des garanties offertes par le sous-concessionnaire et sous réserve que le Concessionnaire reste l'unique responsable de la parfaite exécution du contrat.

### **III-1-3 Respect des principes de la République (neutralité – laïcité)**

#### **A – Par le titulaire**

Le présent contrat de concession confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat de concession , le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service et de l'Etablissement ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Au démarrage du contrat de concession , le titulaire communique à l'autorité concédante les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

## **B) Par le(s) sous traitant(s)**

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat de concession respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses sous traitants.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'autorité concédante à sa demande chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

## **C) Modalités de signalements des manquements aux principes d'égalité, de laïcité, de neutralité et mise en place de mesures palliatives**

Le titulaire informe sans délai l'autorité concédante des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'autorité concédante peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance.

## **D) Suivi des mesures préventives**

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services de l'autorité concédante en charge de l'exécution du contrat. Ce suivi prend notamment la forme :

- de comptes rendus annuels du titulaire listant les actions préventives et correctives visant à remédier à un manquement aux principes de laïcité et de neutralité qui ont été mises en place dans l'année (indicateurs ayant de mesurer le degré de prise en compte des problématiques liées à la laïcité dans l'exécution du service public : actions préventives menées, nombre de manquements signalés dans l'année, actions correctives à court terme, à long terme, bilan de ces actions, etc.) ;
- de rapports établis par le titulaire et transmis à l'autorité concédante à chaque manquement au principe. Ces derniers devront mettre en avant le manquement et la mesure corrective mise en place
- Le cas échéant, de réunions organisées entre l'autorité concédante et le titulaire, qui peuvent avoir pour objet de définir de mesures préventives ou correctives et/ou les modalités de suivi de ces mesures ;
- d'inspections ponctuelles sur pièces et sur place à l'initiative de l'autorité concédante.

Le suivi de l'exécution des clauses relatives au respect des principes de laïcité et de neutralité est assuré par l'autorité concédante qui est destinataire de ces documents.

Le titulaire lui adresse également toute question relative à l'application de ces principes

## Article III-2 Reprise du personnel

L'article L 1224-1 du code du travail, au terme duquel « lorsque survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation du fond, mise en société de l'entreprise, tous les contrats de travail en cours, au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise

Le principe de reprise du personnel posé par l'article L 1224-1 du code du travail, est celui de la continuité des contrats en cours.

Pour le lot 1, les informations relatives à la masse salariale du prestataire actuel sont indiquées à l'annexe 2 C – Annexes au projet de contrat

## IV - RESPONSABILITES – GARANTIES - ASSURANCES

### Article IV-1 Responsabilités

Le Concessionnaire est entièrement responsable de l'installation, de l'exploitation et du bon fonctionnement des cafétérias et distributeurs de boissons, et de l'exécution de la présente convention, tant à l'égard de l'Autorité concédante que des usagers et des tiers.

#### IV-1-1 Responsabilité du Concessionnaire liée à l'exploitation du service et/ou à l'entretien des installations

Le Concessionnaire demeure entièrement et exclusivement responsable, pénalement et civilement, des dommages qui pourraient être causés à l'occasion de l'exécution de la présente concession de service public de son fait personnel, aux biens (meubles et immeubles), équipements et matériels dont il a la garde, ainsi qu'aux tiers. A ce titre, toutes les personnes physiques et morales autres que le Concessionnaire et son personnel sont des tiers.

Le Concessionnaire assurera notamment la sécurité de son personnel et prendra toutes les mesures nécessaires. Il sera responsable de toutes les conséquences des incidents ou accidents provenant, soit de défauts des installations, soit de fautes ou d'erreurs de son personnel.

Le CHU de Montpellier a défini une politique de sécurité des personnes lors des interventions de prestataires dans leurs établissements ([voir plan de prévention](#))

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que les prestataires doivent respecter. Le CHU de Montpellier assure la coordination générale des mesures de prévention des opérations effectuées dans ses sites.

Le Concessionnaire devra respecter les exigences et dispositions prises dans les sites où il aura à intervenir, en matière de prévention des risques d'accidents de travail.

Le CHU de Montpellier pourra s'assurer, auprès des salariés du Concessionnaire, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans les documents de la politique de sécurité. Les personnels du Concessionnaire pourront être conviés à participer aux sessions de formation à la sécurité incendie organisées par le Département Sécurité Incendie et Sûreté du CHU de Montpellier ; le Concessionnaire devra libérer chaque agent une fois par an pour ces sessions de formation.

Le CHU de Montpellier se réserve la possibilité de suspendre l'exécution du contrat si les conditions de sécurité ne sont pas respectées jusqu'à la mise en œuvre, par le Concessionnaire, des dispositions nécessaires.

Le concessionnaire garantit l'Autorité concédante de toutes condamnations éventuelles prononcées à l'encontre de cette dernière ou sommes mises à sa charge, pour des dommages trouvant leur origine dans l'exécution de la présente convention.

**Le seul cas d'exonération de la Société concessionnaire est la force majeure.**

#### **IV-1-2 Responsabilité du Concessionnaire lié aux immeubles et équipements**

Le Concessionnaire répond de tous dommages résultant de la possession des ouvrages.

Il assume, pendant toute la durée du contrat, l'entière responsabilité du bon achèvement des travaux qu'il s'est engagé à réaliser.

#### **IV-1-3 Responsabilité du Concessionnaire envers les tiers**

Le Concessionnaire doit se conformer aux prescriptions réglementaires concernant notamment :

- Le bon ordre,
- La sécurité et la salubrité publiques,
- Les établissements recevant du public.

Tout projet d'aménagement modifiant l'affectation initiale des équipements doit faire l'objet d'un avis de la Commission de sécurité.

D'une manière plus générale, le Concessionnaire respecte toute disposition législative ou réglementaire qui lui est applicable.

### **Article IV-2 Assurances**

#### **IV-2-1 Généralités**

Le Concessionnaire contracte, auprès de compagnies notoirement solvables, les assurances nécessaires pour couvrir l'intégralité des conséquences pécuniaires de sa responsabilité susceptible d'être engagée du fait de ses activités, notamment par la possession ou l'exploitation et l'entretien de l'ouvrage et du service public concédé, dans tous les cas où elle serait recherchée :

- À la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers ou aux personnes se trouvant dans les locaux ou sur le site ;
- À la suite de tous dommages, y compris les actes de vandalisme causés aux biens confiés aux bâtiments, aux installations générales et à tous biens mis à disposition appartenant au CHU.

S'agissant des travaux qu'il s'est engagé à réaliser, le Concessionnaire contracte une assurance spécifique pour se garantir des conséquences dommageables qui pourraient lui être imputées.

Il est convenu, dès à présent, que les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques de la présente convention afin de rédiger en conséquence leurs garanties.

Les conditions générales des assurances sont les suivantes :

- Le Concessionnaire doit prendre les dispositions nécessaires pour que soient assurés tous les intervenants dans la limite de leurs interventions, notamment l'Autorité concédante et le personnel du Concessionnaire

- Le contrat d'assurances multirisques doit garantir les dommages matériels atteignant les ouvrages et toutes les immobilisations relevant du Concessionnaire, y compris les biens mis à sa disposition, à l'exception des dommages relevant de la garantie décennale incombant aux constructeurs en vertu des articles 1792 et suivants du Code Civil
- L'assurance du Concessionnaire, au titre de sa responsabilité civile, couvre les responsabilités encourues du fait de l'exploitation technique et commerciale des ouvrages et du service
- Les compagnies d'assurances doivent informer l'Autorité concédante, en cas de défaut de paiement des primes par le Concessionnaire, dans un délai minimum d'un mois, avant de prononcer toute résiliation du contrat d'assurance.

Il est précisé que les compagnies d'assurances renoncent à tout recours contre l'Autorité concédante ou contre le Concessionnaire, le cas de malveillance excepté.

Les polices assurant, à concurrence de la valeur actuelle, les immeubles et les équipements devront porter sur les risques suivants : locatifs, de voisinage, eau, électricité, foudre, incendie et explosions, inondations et pertes d'exploitation.

Les compagnies d'assurance ne pourront se prévaloir de déchéance pour retard de paiement des primes de la part du Concessionnaire qu'un mois après la notification au CHU de ce défaut de paiement. L'Autorité concédante aura la faculté de se substituer au Concessionnaire défaillant pour effectuer ce paiement sous réserve de son recours contre le défaillant.

En cas de sinistre, l'indemnité versée par les Compagnies sera intégralement affectée à la remise en état de l'ouvrage et de ses équipements.

A ce titre, les indemnités seront réglées au Concessionnaire, qui devra se charger des travaux de remise en état, sans n'affecter en rien l'estimation de la valeur du parc avant le sinistre.

Les travaux de remise en état devront commencer immédiatement après la constatation du sinistre par l'Autorité concédante et au plus tard dans les soixante jours, sauf délai supplémentaire lié à l'intervention des assurances.

#### **IV-2-2 Justifications des assurances**

Le Concessionnaire devra justifier, par une note de couverture, au plus tard quinze jours avant le début de l'exploitation des équipements, de la souscription des garanties d'assurances décrites ci-après.

La note de couverture sera accompagnée d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une copie certifiée des articles du présent contrat portant sur les clauses d'assurance.

Dans l'hypothèse où, après avoir examiné la note de couverture et la proposition d'assurance qui y sera nécessairement jointe, le CHU de Montpellier conclurait que celle-ci est insuffisante et ne satisfait pas, en tout ou partie, à l'ensemble des dispositions du présent article, le Concessionnaire devra, sous huitaine à dater de la réception des observations écrites, se mettre en conformité avec les termes et conditions du présent article.

Dans le délai d'un mois à compter du début de l'exploitation du site par le Concessionnaire, celui-ci devra communiquer au CHU de Montpellier une copie complète de tous les contrats d'assurances correspondants.

Le Concessionnaire communiquera ensuite tous les ans au plus tard le 30 janvier de l'année en cours, une attestation d'assurance, en un seul exemplaire original, signée par l'assureur indiquant que celui-ci est à jour de cotisations pour l'année en cours et comportant la description exacte des sommes assurées, le montant des franchises et précisant la qualité d'assuré additionnel des établissements adhérents conformément aux dispositions du présent article.

Les éventuels avenants aux contrats d'assurances seront obligatoirement soumis à l'approbation préalable du CHU de Montpellier et ne pourront, sauf accord exprès du CHUM, avoir pour effet de réduire l'étendue des garanties dans leur portée ainsi que leur montant.

#### **IV-2-3 Insuffisance - défaut de garantie - franchise**

Le Concessionnaire ne pourra en aucune circonstance invoquer le manquement ou la défaillance de la compagnie d'assurances et/ou de son courtier pour justifier de la carence de ceux-ci vis-à-vis du CHU de Montpellier et/ou des tiers.

En cas de mise en régie provisoire ou résiliation avant la fin de la concession de service public, les contrats d'assurance seront transmis de plein droit au CHU de Montpellier, l'assureur du Concessionnaire acceptant cette transmission laquelle sera prévue par les contrats qu'il souscrira.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, le CHU de Montpellier choisira :

- Soit de résilier la présente concession de service public de plein droit et sans indemnité ;
- Soit de mettre en place des garanties appropriées dans le cadre d'une mise en régie provisoire, les primes restants à la charge du Concessionnaire.

Il est expressément convenu que les franchises de toutes sortes resteront à la charge du Concessionnaire et de lui seul.

Il est bien précisé que tout dommage qui ne serait pas pris en charge par l'assureur en application des clauses et conditions du contrat d'assurance concerné, soit que le risque réalisé n'est pas garanti, soit que le montant de la garantie est insuffisant, demeurera à la charge exclusive du Concessionnaire.

Ainsi, en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties énumérées dans le présent contrat, l'attention du Concessionnaire est attirée sur la nécessité de souscrire, s'il le souhaite, les divers contrats d'assurance s'y rapportant.

### **V - TRAVAUX, EXPLOITATION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES ET INSTALLATIONS**

#### **Article V-1 Modalités d'aménagement des locaux**

##### **V-1-1 Cafeteria**

La cafétéria doit être conçue de manière à :

- Assurer la sécurité et le confort des usagers et du personnel
- Garantir la conformité aux normes d'hygiène et de sécurité alimentaire
- Faciliter les circulations internes et externes
- Permettre un entretien simple et efficace des locaux

Les comptoirs doivent être conformes aux règles d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Les zones de préparation et de services doivent être réalisés avec des plans de travail en matériaux non poreux, lavables, résistants (type inox).

Une installation d'un point d'eau dédié au lavage des mains doit être réalisée.

Le stockage des produits secs, réfrigérés et congelés doivent être distincts et adaptés.

Les appareils de cuisson ou de remise en température doivent être conformes aux normes CE.

Les espaces de consommation doivent permettre une circulation fluide des usagers.

Le mobilier doit être stable, non coupant, facile à nettoyer.

Les produits d'entretien doivent être entreposés dans un local distinct des produits alimentaires.

Le local des déchets doit être conforme à la réglementation (tri, lavage, ventilation).  
Les réserves doivent être accessibles, sécurisées et nettement différenciées des zones propres.

L'ensemble des installations doit répondre :

- Aux principes HACCP
- Aux règlements relatifs au maintien des températures (froid  $\leq 4^{\circ}\text{C}$  / chaud  $\geq 63^{\circ}\text{C}$ ).

Les surfaces doivent être lavables, non absorbantes et en bon état d'entretien. Un plan de nettoyage et de désinfection doit être établi et appliqué.

La sécurité des personnes et des biens doit être garantie par :

- La mise en place d'extincteurs adaptés (type F si présence de graisses)
- Le système de ventilation doit être conforme aux normes en vigueur et présenter une extraction obligatoire en cas de cuisson.
- Des sols antidérapants doivent être prévus dans les zones à risque
- La signalétique doit être claire et visible

L'accessibilité doit être conforme à la réglementation en vigueur :

- La circulation doit être aisée pour les personnes à mobilité réduite
- Le comptoir doit disposer d'une partie abaissée

Le circuit de circulation doit être organisé selon le schéma :

Entrée  $\Rightarrow$  choix / service  $\Rightarrow$  caisse  $\Rightarrow$  salle de consommation  
 $\Rightarrow$  sortie

Le/la gestionnaire de la cafétéria est responsable de :

- l'application des procédures d'hygiène et de sécurité
- l'entretien courant des locaux et des équipements
- la formation du personnel aux bonnes pratiques

## V-1-2 Distributeurs

L'implantation et l'aménagement des locaux accueillant des distributeurs automatiques de snacking et de boissons (chaudes ou froides) doivent répondre aux exigences minimales suivantes :

- Facilement accessible aux usagers
- Situé hors des zones sensibles (locaux techniques, évacuation...)
- Suffisamment dégagé pour permettre une maintenance et une circulation adaptée
- Accessible aux PMR
- Alimentation électrique conforme
- Ventilation naturelle ou mécanique doit être assurée pour éviter la surchauffe des machines
- Des sols antidérapants doivent être prévu dans les zones à risque
- Aucun obstacle ne doit gêner les issues de secours
- Des extincteurs doivent être disposés à proximité
- Les appareils doivent être reliés à la terre
- Absence de multiprises ou rallonges pour relier les machines
- Respect de la chaîne du froid
- Suivi des DLC/DDM par l'exploitant
- Les réservoirs d'eau doivent être protégés
- Les procédures de détartrage et nettoyage internes doivent être conformes aux préconisations du fabricant

Les distributeurs proposés devront disposer d'une fonction de mise en veille automatique (mode économique d'énergie la nuit ou hors usage. L'isolation thermique devra être renforcée pour les distributeurs de produits frais.

L'exploitant du parc de distributeurs est responsable :

- De la maintenance préventive et curative
- De la conformité sanitaire

## **Article V-2 Fonctionnement des boutiques de vente et de restauration pendant la période de travaux**

Pendant toute la durée de la phase travaux, le concessionnaire est autorisé à assurer une exploitation partielle des cafétérias, dans les conditions compatibles avec l'avancement des travaux, les exigences de sécurité et d'hygiène et d'accueil du public.

Le concessionnaire s'engage à se coordonner étroitement avec les entreprises en charge des travaux, les services sécurité incendie du CHU de Montpellier, l'autorité concédante pour limiter toute gêne pour les usagers et d'assurer la sécurité du public et du personnel.

Le concessionnaire demeure sur cette phase transitoire, responsable de l'exploitation et s'engage à maintenir les assurances nécessaires couvrant les risques liés à l'exploitation et à la coactivité.

## **Article V-3 Conditions d'exploitation du service**

Le concessionnaire aura à sa charge les activités suivantes :

- Activité de cafeteria incluant Approvisionnement et logistique des denrées)
- Entretien courant, nettoyage et désinfection réguliers de tous les espaces mis à disposition et des installations, équipements et matériels nécessaires à l'accomplissement de l'activité
- Aménagement des lieux, maintenance, renouvellement des locaux mis à disposition et matériel
- Activité points presse selon les sites (annexe 2A – lot 1)
- Les distributeurs automatiques associés à l'exploitation des cafeterias/points presse (19)

### **V-3-1 Cafeteria**

Les établissements concernés sont :

- Hôpital Lapeyronie - 191, avenue du Doyen G GIRAUD - 34295 MONTPELLIER cedex 5.
- Hôpital Arnaud de Villeneuve - 371, avenue du Doyen G GIRAUD - 34295 MONTPELLIER cedex 5.
- Hôpital Gui de Chauliac - 80, avenue Augustin Fliche - 34295 MONTPELLIER cedex 5.
- Institut de Formation et des Ecoles - 1146, avenue du Père SOULAS MONTPELLIER cedex 5.
- ST ELOI : Coffee shop

Le concessionnaire aura à sa charge la vente de boissons et de produits de restauration à consommer sur place **ou à emporter**.

#### ***V-3-1.1 Plages horaires***



Les Cafétérias /Points presses de l'Hôpital Lapeyronie, de l'Hôpital Arnaud de Villeneuve et de l'Hôpital Gui de Chauliac/ St Eloi devront être ouverts 7 jours sur 7 avec un personnel qualifié en nombre suffisant.

La plage minimum d'ouverture des services demandés est la suivante :

- du lundi au vendredi, de 7h00 à 19h00
- samedi, dimanche & fériés, de 9h00 à 18h00

Le concessionnaire pourra proposer à son initiative des plages horaires plus larges dans le cadre de réponse.

Afin d'assurer une continuité du service, il est demandé à ce qu'une offre de restauration soit maintenue durant les fêtes de fin d'année (semaine du 25 décembre – semaine du 1<sup>er</sup> janvier) et sur les périodes de vacances scolaires estivales.

Le concessionnaire pourra proposer à son initiative des plages horaires dans le cadre de réponse.

#### ***V-3-1.2 Produits de référence***

La liste des produits de référence qui devront être obligatoirement proposés à la vente est indiquée dans l'annexe 2E-lot 1 du projet de contrat.

Cette liste sera mise à jour annuellement et transmise au CHU dans les 2 mois qui suit la date anniversaire du contrat.

#### ***V-3-1.3 Produits interdits***

Sont interdits les produits de restauration contenant de l'huile de palme ou des OGM.

#### ***V-3-1.4 Distribution gratuite d'eau***

Là où cela est possible, le concessionnaire met librement à disposition des carafes d'eau gratuites ou une fontaine à eau. Lorsque cela n'est pas possible, le concessionnaire met en place un affichage pour informer le client de la possibilité de demander gratuitement de l'eau, pour toute consommation sur place, conformément à la loi AGECE.

#### ***V-3-1.5 Confection des plats chauds***

La confection des plats chauds doit répondre aux normes de sécurité en vigueur. Le concessionnaire devra proposer une organisation permettant de maintenir ou modifier les modalités de confection des plats chauds et leur mode d'acheminement inter sites en respectant les normes d'hygiène et sécurité en vigueur.

#### ***V-3-1.6 Gestion des déchets***

Le concessionnaire prendra à sa charge la gestion complète des déchets issus de ses activités (réduction à la source, pré-collecte, collecte, tri et traitement) conformément à la réglementation. Il veillera notamment à mettre en œuvre les dispositifs les moins générateurs de déchets et mettra en place les filières de tri à la source obligatoires notamment pour les « 9 flux » (papier/carton, métal, plastiques, verre, bois, fraction minérale, plâtre, biodéchets, textiles) le cas échéant ainsi que pour tous les déchets résiduels et encombrants. Il prendra en charge les contenants, la contractualisation avec les repreneurs ou exutoires et le transport et devra organiser la gestion sur les différents sites où il aura la charge. Il assurera les fréquences d'enlèvement permettant d'assurer les règles d'hygiène et de sécurité incendie applicable à ses activités. Les déchets d'activités du concessionnaire ne doivent jamais être mélangés avec les déchets d'activités du CHU sous peine de pénalités (article VI-7.3).

Pour justifier de cette gestion, le concessionnaire tiendra à jour un registre et fournira chaque année les attestations de valorisation des différentes filières de tri.

### ***V-3-1.7 Réduction des plastiques***

Le concessionnaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur pour la réduction des déchets (loi AGE3). Il est notamment interdit de mettre à disposition des plastiques à usage unique (pailles, bâtonnets, mélangeurs, boîtes en polystyrène expansé...).

### ***V-3-1.8 Spécificités de l'IFMS***

**Concernant la cafétéria de l'IFMS**, le concessionnaire proposera une vente de repas sur place et à emporter. Il devra mettre à disposition des usagers des fours micro-ondes destinés à la remise en température de l'ensemble des repas vendus sur place ou apportés par les étudiants. Cette prestation concerne environ 200 convives/jour sur 5 jours (du lundi au vendredi).

### ***V-3-1.8 Condition tarifaire particulière à destination du personnel***

L'ensemble du personnel du CHU dispose actuellement d'un tarif préférentiel à l'année, pour tous les produits cafétéria et brasserie (hors promotions et menus) grâce à une remise commerciale consentie. Le candidat pourra faire des propositions de tarifs préférentiels à destination du personnel sur présentation de la carte sous forme de % de remise sur les tarifs généraux (BPU).

### ***V-3-1.9 Respect des dispositions de l'ordonnance 2025-979 du 14 octobre 2025***

Les équipements mis en œuvre dans l'exécution des prestations devront répondre aux exigences en matière de performance énergétiques de l'ordonnance 2025-979 du 14 octobre 2025.

## **V-3-2 Point Presse**

Cette activité est actuellement proposée sur 2 sites :

- L'Hôpital LAPEYRONIE,
- L'hôpital GUI de CHAULIAC

Dans les locaux mis à sa disposition, le preneur aura l'exclusivité à minima de la vente de journaux, articles d'hygiène, de jouets,  
La vente de confiserie, biscuiterie n'aura pas un caractère d'exclusivité.

## **V-3-3 Distributeurs automatiques**

Sur chaque site cafétérias/points presse, le prestataire aura l'exploitation de 19 distributeurs automatiques associés qui sont actuellement implantés comme suit

- Hôpital Arnaud de Villeneuve : 5 distributeurs automatiques
- Hôpital Gui de Chauliac : 5 distributeurs automatiques
- Hôpital Lapeyronie (RDC) : 5 distributeurs automatiques (2 boissons chaudes, 2 mixtes et 1 boissons fraîches) le tout situé au RDC
- Institut de Formation aux Métiers de la Santé : 4 distributeurs automatiques

Les distributeurs automatiques proposés par les candidats devront répondre aux exigences en matière de performances énergétiques de l'ordonnance 2025-979 du 14 octobre 2025.

Le candidat proposera une offre de distribution automatique associée, il formulera une proposition d'installation, d'approvisionnement et d'entretien à ses frais et risques dans les locaux concernés.

Chaque appareil doit être équipé d'un monnayeur avec rendu de monnaie, et une poubelle de grande contenance doit être, par ailleurs, incorporée à l'installation.

Le candidat s'engage à maintenir en parfait état de fonctionnement et de propreté les appareils mis en place, ainsi que leur environnement immédiat. La réalisation de cette prestation pourra faire l'objet de visites de contrôle par les services d'hygiène de l'Etablissement.

Le matériel en dépôt devra être conforme en tous points aux normes de sécurité en vigueur. Les appareils ne pourront être déplacés sans l'accord préalable du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier.

L'autorité concédante doit être avertie de toute mise à jour (installation ou retrait de distributeur), afin qu'un avenant soit réalisé.

## **Article V-4 Moyens humains dédiés à la concession**

Le personnel du service concédé est composé de salariés de la société affectés à l'exécution de la concession de service public, sous réserve des prestations externalisées dans le cadre de contrats de sous-traitance.

Le Concessionnaire doit prendre toute mesure pour disposer de tous les moyens humains nécessaires à l'exploitation du service à la date de prise d'effet de la concession.

Le Concessionnaire veillera à assurer en permanence la formation de son personnel. Le Concessionnaire dispense à son personnel et aux intervenants qu'il a désignés pour intervenir sur le site, une formation qui porte sur l'observation de l'ensemble des présentes dispositions contractuelles ainsi que les particularités du milieu hospitalier notamment en termes d'accueil des usagers et d'observation des consignes générales de sécurité et d'hygiène.

Si nécessaire, le Concessionnaire pourra également faire intervenir d'autres agents, ainsi que tout type de CDD ou des stagiaires, sous sa responsabilité exclusive.

Le Concessionnaire est tenu de maintenir, en permanence le personnel qualifié exigé par la réglementation. Le Concessionnaire s'engage à soumettre son personnel à toutes visites médicales et obligations prévues par la médecine du travail.

Le Concessionnaire se conformera à la réglementation en vigueur pour l'emploi de travailleurs étrangers.

Le Concessionnaire sera responsable de son personnel, des accidents survenus du fait de celui-ci, de tous dégâts et des vols qui pourraient être commis par ses agents. Il s'engage à assumer soit pour lui-même, soit pour ses agents, la responsabilité pleine et entière eu égard aux infractions et contraventions induites en cas de non-respect de la réglementation en vigueur (vente des articles, impôts).

Le CHU de Montpellier se réserve le droit de refuser l'accès aux sites à tous les agents dont la tenue générale, le comportement ou la manière de servir sont de nature à porter atteinte au service public hospitalier. Il en est de même pour tous les agents déjà en service. Le Concessionnaire s'oblige alors à les remplacer aussitôt, s'interdisant tout recours ou réclamation à ce sujet.

Sur demande du CHU de Montpellier et dans un délai d'un mois le Concessionnaire fournit la liste à jour des emplois et postes de travail affectés au service délégué accompagnés à minima pour chaque salarié des informations suivantes :

- Poste/fonction ;
- Lieu de travail ;
- Formation ou diplôme ;
- Compétences et niveau de qualification professionnelle ;
- Groupe classification convention collective ;

- Type de contrat ;
- Si CDD date d'échéance du contrat de travail ;
- Employeur ;
- Age ;
- Date d'embauche - ancienneté professionnelle ;
- Temps partiel ? si oui : pourcentage et modalités de mise en œuvre de ce temps partiel ;
- Salaire brut de base ;
- Montant total de la rémunération pour l'année civile précédente (toutes primes et indemnités comprises y compris intéressement et participation) ;
- Affectation : exploitation OU clientèle, à l'exclusion de ceux qui appartiennent à des services supports qui travaillent sur plusieurs contrats OU fonctions supports ;
- Pourcentage d'affectation à l'activité de la société dédiée ;
- Avantages particuliers (véhicules de fonction, etc...) ;
- Régimes sociaux appliqués et dispositions relatives aux régimes de retraite ;
- Existence éventuelle dans le contrat ou dans le statut d'une clause ou d'une disposition pouvant empêcher ou conditionner le transfert du contrat de travail à un autre employeur.

Les données listées ci-dessus sont communiquées de façon individuelle.

Le CHU s'engage à ne pas communiquer à des tiers toute information couverte par un secret protégé par la loi qu'il aura reçue en application du présent article.

Cependant tous les documents liés au personnel seront considérés comme communicables aux candidats dans le cadre d'une nouvelle mise en concurrence du contrat de concession pour quelques raisons que ce soit dans la limite des informations communicables par la loi.

Un cadre confirmé dirige localement le service concédé. Il est l'interlocuteur du CHU qui lui-même désignera un correspondant privilégié. Il dispose des pouvoirs lui permettant d'engager le Concessionnaire dans ses relations avec le CHU ou avec les tiers.

Le Concessionnaire remet, dans les trois mois de l'entrée en vigueur du contrat, le règlement intérieur défini par les articles L. 1321-1 et suivants du code du travail. Ce règlement sera communiqué systématiquement au CHU lors de chaque modification.

En cas de résiliation, de déchéance ou à l'expiration de la durée convenue de la Concession, le CHU de Montpellier et le concessionnaire se rapprocheront pour examiner la situation des personnels concernés.

Pour garantir une bonne continuité de l'exploitation à l'échéance du contrat, le Concessionnaire ne modifiera pas substantiellement la composition et le régime du personnel affecté à l'exploitation durant la dernière année d'exploitation, sauf accord préalable et exprès du CHU de Montpellier.

Il en va en particulier ainsi de toute décision ou ensemble de décisions susceptibles de faire varier :

- de plus de 1 % par an au-delà de la variation liée à l'évolution de la grille de la convention collective les charges de personnel affecté à la concession en contrat à durée indéterminée ;
- de plus ou moins de 2 % par an le nombre d'équivalent temps plein en contrat à durée indéterminée affecté au contrat.

## VI - CONTRÔLES - SANCTIONS

### Article VI-1 Comité de pilotage d'exécution

#### VI-1-1 Composition du comité

Le Comité de pilotage est constitué de :

- Un ou plusieurs représentants du Concédant.

- Un ou plusieurs représentants du Concessionnaire, dont au moins un membre permanent du Comité – interlocuteur privilégié du Concédant.

Outre les membres permanents du Comité, les Parties peuvent, chacune à son initiative, inviter toute personne désignée par elles, en fonction de l'ordre du jour qui sera fixé conjointement par les Parties.

### **VI-1-2 Fonctionnement du comité**

Le Comité de pilotage se réunit au moins tous les deux mois à compter de la notification du Contrat jusqu'à l'achèvement des travaux et au moins tous les 6 mois à compter de la mise en service des prestations.

Chacune des Parties peut solliciter une réunion extraordinaire du Comité de pilotage, par courrier recommandé avec accusé de réception, avec un délai de prévenance de 15 jours minimum.

Pour chaque réunion du Comité de pilotage le Concessionnaire adresse au Concédant, dans un délai de prévenance de 15 jours :

- Proposition de date et heure de la réunion du Comité de pilotage ;
- Ordre du jour de la réunion.

Le Concédant notifie au Concessionnaire, dans un délai de 5 jours à compter de réception :

- Acceptation de la date et heure proposées ou une proposition alternative ;
- Compléments et observations sur l'ordre du jour.

A défaut de réponse du Concédant dans le délai mentionné, la date, heure et ordre du jour de la réunion du Comité de pilotage sont réputés acceptés par lui.

Un compte-rendu de chaque réunion du Comité de pilotage est rédigé par le Concédant. Le compte-rendu est soumis au Concessionnaire pour validation. Le silence du Concessionnaire au-delà d'un délai de 8 jours à compter de la notification par écrit avec date de réception certaine vaut acceptation du compte-rendu.

En cas de désaccord, le Concessionnaire notifie au Concédant le compte-rendu initial sur lequel il fait apparaître les points de désaccord et sa motivation. Ces éléments ne sont pas opposables au Concédant. Les points de désaccord figurent à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité de pilotage.

### **VI-1-3 Pouvoirs du comité**

Le Comité de pilotage suit l'exécution du Contrat.

Il peut examiner les modifications mineures proposées par le Concédant ou le Concessionnaire.

## **Article VI-2 Information du CHU en cas d'incident technique**

Le Concessionnaire informe systématiquement et dans un délai maximum de 24 heures le CHU de Montpellier de tout incident significatif qui se produit et lui rend compte de leur origine et de leur issue.

En cas de problème grave, le Concessionnaire prévient sans délai le CHU de Montpellier. Il remet ensuite dans un délai de deux semaines maximum un compte-rendu écrit au CHU de Montpellier et à l'établissement concerné, qui détaille les causes du problème, les mesures correctives apportées et les mesures préventives envisagées.

L'incident est ensuite acté, daté et commenté dans les rapports mensuels d'exploitation restitués au CHU de Montpellier et à l'établissement concerné.

## **Article VI-3 Modalités de contrôle**

Le CHU dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière de la concession ainsi que sur la qualité du service rendu aux usagers.

Le CHU organise librement le contrôle des conditions d'exécution de la présente concession. Le CHU peut confier l'exécution de ce contrôle soit à ses propres agents, soit à tout tiers qu'il choisit.

Le Concessionnaire répond promptement à toute demande de communication de pièces émises par les agents du CHU ou par les tiers mandatés par ce dernier. Le délai de remise par le Concessionnaire au CHU des informations demandées est au maximum de :

- Une semaine pour des données de l'année en cours ou de l'année précédente
- Deux semaines pour des données des années antérieures à l'année précédente

Le CHU désigne des agents dont l'identité est communiquée au Concessionnaire. Ces agents ont à tout moment librement accès aux locaux et installations affectés au service public délégué.

En cas de contrôle sur site, le Concessionnaire informe les agents, personnes et/ou organismes ainsi mandatés par le CHU des consignes de sécurité applicables.

Le CHU de Montpellier exerce ce contrôle dans le respect des réglementations relatives à la confidentialité, et notamment des droits de propriété intellectuelle et industrielle du Concessionnaire, dûment justifiés par celui-ci. Il veille à la qualification et à la déontologie des personnes chargées du contrôle et s'assure qu'elles ne perturbent pas le bon fonctionnement et la sécurité du service. Le CHU est responsable vis à vis du Concessionnaire des agissements des personnes qu'il mandate pour l'exécution du contrôle.

Le CHU pourra organiser chaque année au moins un audit sur l'ensemble des aspects juridiques, techniques et financiers du service public et de la concession.

Afin de faciliter l'accomplissement des contrôles diligentés par le CHU de Montpellier, le Concessionnaire doit notamment :

- Désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par le CHU;
- Autoriser à tout moment l'accès des installations du service délégué aux personnes mandatées par le CHU de Montpellier, sans aucune restriction ;
- Répondre avec un délai minimal (temps matériel de collecte de l'information) à toute demande d'information du CHU de Montpellier ou des organismes qu'il aura mandaté ;
- Conserver, pendant toute la durée de la concession et pendant une durée de cinq années après son expiration tous les documents nécessaires au contrôle lié à la gestion du service délégué.

Les représentants désignés par le Concessionnaire renoncent à opposer le secret professionnel aux demandes d'information se rapportant au contrat de concession présentées par les autorités habilitées du CHU de Montpellier ou les personnes extérieures au CHUM qu'il aura mandatées.

Toutefois, le CHU de Montpellier, ou ses mandataires, ne pourront pas utiliser les informations couvertes par un secret protégé par la loi et/ou les porter à la connaissance de tiers au présent contrat, sauf accord exprès et préalable du Concessionnaire.

## **Article VI-4 Rapport annuel du Concessionnaire**

Les candidats proposeront un modèle de rapport annuel détaillant les éléments communiqués et des indicateurs sur la qualité du service ; les candidats pourront notamment proposer des enquêtes satisfactions.

Le Concessionnaire s'engage à remettre au CHU et à ses établissements, au plus tard le 15 février de chaque année, un rapport annuel portant sur l'année précédente du 1er janvier au 31 décembre comportant tous les éléments définis ci-dessous sur le fondement de l'article L3131-5 et R 3131-3 du Code de la Commande Publique.

Le Concessionnaire devra en fournir une version électronique accessible.

Chaque élément sera comparé aux exercices précédents et les évolutions seront, si nécessaire, expliquées.

D'une façon générale, ces éléments seront nécessairement communiqués suivant le formalisme des grilles financières annexées au contrat.

La non-production du rapport annuel ou une production incomplète constitue une faute contractuelle qui pourra être sanctionnée par une pénalité fixée dans le présent contrat.

Ce rapport comprendra les trois parties suivantes :

- Compte-rendu sur la qualité du service ;
- Compte-rendu technique ;
- Compte-rendu financier.

## **Article VI-5 Contenu du compte-rendu sur la qualité du service**

Au titre du compte-rendu sur la qualité du service, le Concessionnaire fournira les éléments suivants :

- Présentation du service délégué,
- Fréquentations par catégorie d'usagers,
- Fréquentation estimée à la date de remise du rapport et estimation pour l'année en cours,
- Analyse des ventes par tarifs et catégorie d'usagers,
- Bilan des actions du concessionnaire pour assurer l'accueil téléphonique et dématérialisé des usagers,
- Détail des services mis à disposition des usagers,
- Nombre de plaintes d'usagers adressées au concessionnaire au sujet de la qualité du service, en précisant la nature des questions posées le plus fréquemment, ainsi que les mesures prises ou proposées par le concessionnaire à la suite de ces plaintes,
- État détaillé des réclamations, doléances,
- Synthèse de la demande d'évolution des usagers,
- Modifications éventuelles de l'organisation du service,
- Réclamations et contentieux en cours,
- Actions en faveur de l'amélioration des performances des équipements ainsi que les économies réalisées,
- Restitution des enquêtes et sondages réalisés auprès des usagers,

## **Article VI-6 Contenu du compte-rendu technique et statistique**

Au titre du compte rendu technique et statistique, le Concessionnaire fournira les éléments suivants :

- Suivi détaillé du programme d'investissement contractuel ;
- Inventaire A des biens de retour mis à jour ;
- Inventaire B des biens de reprise mis à jour ;
- Inventaire C des biens propres mis à jour ;
- Les travaux d'entretien courant réalisés au cours de l'exercice ;
- Les travaux de renouvellements réalisés au cours de l'exercice (avec détail des provisions et des dépenses) et les travaux de renouvellement prévus pour l'exercice en cours ;
- Le nombre et la nature des dépannages effectués d'urgence au cours de l'exercice et leur origine si elle est connue (vandalisme, accidents, dommages...)
- Le tableau récapitulatif des opérations de maintenance
- Le taux de panne par appareil, la fréquence d'intervention
- Le tableau des actes liés au vandalisme avec un état de la perte des recettes
- Les éventuelles adaptations envisagées
- Le cas échéant, le concessionnaire précise les opérations significatives qu'il a confiées à des entreprises sous-traitantes
- Liste de l'entretien de la signalisation verticale et horizontale
- Inventaire des places
- Liste et analyse des événements ayant eu un impact sur le fonctionnement du service
- Une synthèse sur l'évolution générale par rapport à l'année précédente
- Les effectifs affectés à l'exploitation (nombre & qualification) en distinguant
  - Les effectifs exclusivement affectés au service délégué
  - Les agents affectés à temps partiel directement au service
  - Les agents détachés/mis à disposition
- Une analyse de la situation de l'évolution de l'effectif affecté à la concession
- Un récapitulatif des actions portant sur l'hygiène et la sécurité
- Organigramme détaillé du service
- Bilan de la politique de formation ;
- Détail des accidents du travail, de l'absentéisme et les éventuelles observations formulées par l'inspection du travail ;

## **Article VI-7 Pénalités**

### **VI-7-1 Définition**

Les pénalités sont sanctions pécuniaires prévues au contrat et infligées au concessionnaire en cas de non-respect de ses obligations contractuelles.

Elles servent à :

- Sanctionner les manquements du concessionnaire constaté par le concédant
- Inciter le concessionnaire à respecter ses engagements contractuels
- Protéger l'intérêt général et la continuité du service public
- Réparer (partiellement) le préjudice subi par la personne publique



## **VI-7-2 Modalités d'applications des pénalités**

Les pénalités ne sont pas libératoires. Ces sanctions pécuniaires ne sont ainsi pas exclusives des indemnités ou dommages et intérêts que le Concessionnaire peut être amené à verser au CHU, à des usagers ou à des tiers par suite de manquements aux mêmes obligations.

Les pénalités sont appliquées par le Concédant sur simple constat non contradictoire du manquement, elles ne sont ni plafonnées ni libératoires.

Le Concédant émettra un titre exécutoire pour le montant des pénalités applicables.

## **VI-7-3 Pénalités applicables**

### **VI-7-3-1 - Pénalités de retard**

■ Absence de réponse aux demandes d'intervention du concédant (ex : embolisation des surfaces non déléguées) : 150 € par jour de retard

■ Retard de paiement de la redevance fixe et/ou redevance variable : 30 € par jour de retard : le jour de retard : le paiement s'exécute au maximum dans le mois suivant l'émission du titre de recettes (ex : le titre de recettes est émis le 1<sup>er</sup> janvier – le paiement doit intervenir avant le 1<sup>er</sup> février

■ Retard dans la transmission des chiffres d'affaires permettant le calcul des redevances variables : 20 € par jour de retard

Les jours de retard s'expriment à compter du signalement par écrit de l'autorité concédante (courrier, courriel, LRAR)

### **VI-7-3-2 - Pénalités liées à la qualité de service**

■ Le niveau de service garanti n'est pas atteint (ex : entretien insuffisant des surfaces au sol, disponibilité limitée, panne ...) : 150 € par constat

Le constat s'exprime par le signalement par écrit de l'autorité concédante (courrier, courriel, LRAR)

### **VI-7-3-3 Pénalités financières spécifiques**

- ■ Dépassement tarifaire non contractuel (qui ne respecte pas les tarifs validés par le concédant) : 150 € par constat
- ■ Non transmission des rapports annuels : 150 € par jour de retard
- ■ Défaut de maintenance des équipements : 150 € par constat
- ■ Défaut d'entretien normal des équipements nécessitant l'intervention du concédant pour la remise en état : 1500 € pour l'intervention du concédant

- ■ Manquement à des obligations de sécurité constatées par le service sécurité incendie du CHU de Montpellier : 150 € par constat
- ■ Non-respect des exigences en matière d'inventaire des biens : 150 € par constat – 150 € par jour de retard dans la présentation d'un inventaire conforme

Les jours de retard s'expriment à compter du signalement par écrit de l'autorité concédante (courrier, courriel, LRAR)

Le constat s'exprime par le signalement par écrit de l'autorité concédante (courrier, courriel, LRAR)

#### VI-7-3-4 **Tri sélectif et conformité du tri**

- ■ Absence de contractualisation avec un opérateur spécialisé dans la prise en charge des déchets : 150 € par jour de retard
- ■ Non-respect du tri à la source : 100 € par constat
- ■ Présence de déchets recyclables dans les ordures ménagères : 150 € par constat
- ■ Absence ou mauvais étiquetage des bacs de tri : 50 € par bac
- ■ Mélange des biodéchets avec d'autres déchets : 200 € par constat

Les jours de retard s'expriment à compter du signalement par écrit de l'autorité concédante (courrier, courriel, LRAR)

Le constat s'exprime par le signalement par écrit de l'autorité concédante (courrier, courriel, LRAR)

#### VI-7-3-5 **Gestion des biodéchets**

- ■ Absence de collecte séparée des biodéchets : 300 € par manquement
- ■ Non tenue du registre de suivi des biodéchets : 100 € par semaine

#### VI-7-3-6 **Propreté et hygiène des zones de déchets**

- ■ Zone de stockage mal entretenue : 200 € par constat
- ■ Conteneurs non nettoyés régulièrement : 50 € par bac
- ■ Absence d'identification : 50 € par élément

Le constat s'exprime par le signalement par écrit de l'autorité concédante (courrier, courriel, LRAR)

#### VI – 7-3-7 Fréquence et conditions d'évacuation des déchets

- ■ Non respect des jours et horaires de collecte : 100 € par infraction
- ■ Déchets non évacués dans les délais contractuels : 150 € par jour de retard
- ■ Dépôt sauvage dans une zone non autorisée : 300 € par constat
- ■ Non respect des espaces consentis à la gestion des déchets de la cafétéria : 100 € par constat

Les jours de retard s'expriment à compter du signalement par écrit de l'autorité concédante (courrier, courriel, LRAR)

Le constat s'exprime par le signalement par écrit de l'autorité concédante (courrier, courriel, LRAR)

#### VI-7-3-8 Affichage

- ■ Défaut d'affichage des tarifs à destination des usagers : 50 € par jour de retard

Les jours de retard s'expriment à compter du signalement par écrit de l'autorité concédante (courrier, courriel, LRAR)

### **Article VI-8 Mesures d'urgence**

En cas de péril imminent ou de carence grave dans l'exploitation du service public, l'Autorité concédante peut prendre les mesures d'urgence et conservatoires nécessaires, y compris l'interruption provisoire du fonctionnement du service. Elle en informe immédiatement le Concessionnaire.

Dans l'hypothèse d'un défaut d'entretien normal, les pénalités peuvent être imposées au Concessionnaire. Le montant des travaux et prestations effectués par l'Autorité concédante seront facturés au concessionnaire sur présentation des factures ou titre de recette.

Les mesures prises, le cas échéant et les pénalités imposées sont sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus à des usagers ou à des tiers.

En cas de faute d'une particulière gravité ou d'un manquement répété et notamment si le Concessionnaire n'a pas respecté les délais de mise en service ou a interrompu la prestation des Services de manière prolongée, le Concédant pourra prononcer la déchéance du Contrat.

Cette mesure est précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception par laquelle le Concédant fixera le délai dans lequel le Concessionnaire devra remédier aux manquements qui lui sont reprochés. Ce délai sera proportionnel aux actions à mettre en œuvre.

Le Concédant indiquera explicitement son intention de prononcer la déchéance du Contrat si le Concessionnaire ne prend pas les mesures nécessaires.

Le Concessionnaire sera tenu de répondre dans le délai imparti en indiquant les moyens qu'il compte mettre en œuvre. Si, à l'expiration du délai imparti, le Concessionnaire n'a pas remédié à ses manquements, le Concédant pourra notifier au Concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception sa décision de prononcer la déchéance.

## VII - CONDITIONS FINANCIERES

### Article VII-1 Absence de participation du CHU

L'Autorité concédante ne versera aucune participation financière au Concessionnaire pour assurer l'équilibre financier de l'exploitation du service public.

### Article VII-2 Dépôt de garantie

Pour l'exploitation des cafétérias / points presses et distributeurs associés (19), afin de garantir son engagement, le preneur sera tenu de déposer, sous 10 jours après son entrée dans les lieux, auprès du Trésorier Principal du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier, un dépôt de garantie équivalent au paiement de deux redevances mensuelles.

En cas de non-constitution du dépôt de garantie dans le délai imparti, l'autorité concédante pourra prononcer la résiliation du contrat aux torts du concessionnaire

L'autorité concédante peut faire appel en tout ou partie au dépôt de garantie après mise en demeure restée sans effet pour

- le paiement des redevances, pénalités ou sommes dues
- la réparation des dégradations imputables au concessionnaire

En cas de mobilisation partielle ou totale du dépôt de garantie, le concessionnaire est tenu de le reconstituer dans un délai de 30 jours à compter de la notification de l'appel à garantie.

**A l'expiration du présent contrat, le dépôt de garantie sera restitué à la suite d'une mainlevée délivrée par l'Etablissement, pour autant que le preneur aura rempli l'intégralité de ses obligations.**

Un délai de trois mois à compter du jour de la venue à terme du contrat est ménagé au Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier pour délivrer cette mainlevée.

Il n'est pas demandé de dépôt de garantie pour l'activité de distribution automatique.

### Article VII-3 Redevance due à l'autorité concédante

Pendant la durée de la concession, une redevance au titre de l'occupation du domaine hospitalier et de l'intéressement de l'Autorité concédante sur les recettes d'exploitation sera versée par le Concessionnaire.

Elle sera composée :

1/ d'une redevance fixe mensuelle sur les cafétérias et d'une redevance fixe mensuelle pour l'ensemble des distributeurs automatiques (selon les montants proposés dans l'annexe BPU).

Pour ces redevances, le concessionnaire recevra à la fin de chaque trimestre écoulé un titre de recettes à régler dans le mois suivant sa réception

2/ d'une redevance variable trimestrielle sur chiffre d'affaire de l'ensemble des activités du lot (cafétérias et distributeurs). Cette contribution sera calculée à partir du chiffre d'affaires HT réalisé sur le trimestre écoulé par application des pourcentages proposés par activité dans l'annexe BPU.

Le concessionnaire communiquera à l'autorité concédante un relevé trimestriel du chiffre d'affaires détaillé par type de prestations réalisés et du volume de consommation, dans le mois suivant la fin du trimestre.

Le prestataire recevra tous les trimestres un titre de recettes, à régler dans le mois à compter de sa réception.

La redevance est soumise à l'application de la TVA au taux légal en vigueur.

## **Article VII-4 Remise accordée au personnel des établissements**

Concernant la cafétéria et les distributeurs une remise devra être consentie aux personnels de l'Autorité concédante. Cette remise est indiquée dans l'annexe financière (BPU).

## **Article VII-5 Réexamen des conditions financières**

### ***Redevance fixe cafétérias***

Les parties conviennent d'indexer annuellement, la partie fixe de la redevance pour les cafétérias en application de la clause d'indexation suivante :

$$P = P_0 \times I/I_0$$

P= redevance mensuelle révisée

P<sub>0</sub> = redevance mensuelle initiale

I<sub>0</sub> = Indice INSEE du coût de la construction au mois de la date limite de remise des offres

I = Indice INSEE du coût de la construction à la date de la révision

La valeur finale de l'indice INSEE du coût de la construction à la date de la révision est celle qui est publiée sur le site suivant : <https://www.advenis-res.com/advenis/indices-insee-icc-ilat-ilc#ICC>

La première révision interviendra à la date anniversaire de la signature du contrat

### ***Produits proposés à la vente : évolution des tarifs***

Les tarifs sont révisables à la hausse comme à la baisse sur présentation de justificatifs et après accord de l'Autorité concédante selon la formule définie ci-dessous.

Aucune évolution des tarifs ne pourra être opérée sans l'accord expresse de l'Autorité concédante.

Le Concessionnaire communique à l'Autorité concédante sa proposition de nouveaux tarifs applicables pour l'année suivante au plus tard 2 (deux) mois avant la date anniversaire du contrat, par mail à l'adresse [s-cuisset@chu-montpellier.fr](mailto:s-cuisset@chu-montpellier.fr).

Il détaillera sa proposition, en précisant le pourcentage d'augmentation ou de diminution. Cette augmentation ou diminution des tarifs doit également être accompagnée d'une note et/ou de tout document permettant de justifier et expliquer l'évolution du prix. La direction des achats pourra demander tous compléments ou explications au Concessionnaire qu'elle jugera utile sur les évolutions tarifaires proposées.

La nouvelle grille tarifaire ne pourra entrer en vigueur qu'après acceptation de l'Autorité concédante.

A défaut d'accord de l'Autorité concédante, les prix de l'année précédente sont maintenus.

Préavis : A défaut de transmission 2 (deux) mois avant la date d'anniversaire du contrat, le candidat ne sera pas autorisé à proposer des nouveaux tarifs. En conséquence, les tarifs n s'appliqueront pour l'année n+1.

*La formule appliquée dans le cadre de la révision des prix est la suivante :*

$$P = P_0 \times [0,4 \times I_{alim} / I_{alim} + 0,6 \times I_{resto} / I_{restoO}]$$

P = prix révisé

P<sub>0</sub> = Prix initial (prix de base remis au moment de l'offre ou, si révision il y a eu, dernier prix révisé)

I<sub>alim</sub> = valeur de l'indice alimentation au mois de révision

I<sub>alim</sub> = valeur de ce même indice au mois de la remise de l'offre ou, si révision il y a eu, au moment de la dernière révision

I<sub>resto</sub> = valeur de l'indice des prix à la consommation – restauration (INSEE, poste [11.1](#)) au mois de révision

I<sub>restoO</sub> = valeur de ce même indice au mois de la remise de l'offre ou, si révision il y a eu, au moment de la dernière révision

Pour la mise en oeuvre de cette formule, tous les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec un maximum de deux décimales. Les arrondis seront réalisés selon les règles suivantes :

- Si la deuxième décimale est comprise entre 0 et 4 (inclus), elle reste inchangée (arrondi par défaut).
- Si la deuxième décimale est exactement 5, elle reste également 5.
- Si la deuxième décimale est comprise entre 6 et 9 (inclus), elle est arrondie à la décimale inférieure la plus proche, c'est-à-dire ramenée à 5.

Pour toute révision de prix entraînant une augmentation inférieure à 5 centimes, compliquant le rendu de monnaie en espèces. Il est demandé au titulaire de ne pas appliquer de révision de prix.

Dans le cadre de la révision des prix seul les indices publiés définitifs seront pris en compte. Les indices provisoires ne seront pas acceptés.

Les prix ainsi révisés sont fermes jusqu'à la prochaine application de la révision du prix dans les conditions fixées au présent article.

#### **En cas d'arrêt d'une série chronologique par l'INSEE :**

3 cas différents :

- Cas 1 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et propose un coefficient de raccordement C avec l'ancienne : le nouvel indice est alors calculé par application de la formule suivante

: Valeur du nouvel indice à la date t : VPT x C

Dans laquelle :

VPT représente la valeur définitive à la date t de la série poursuivante ;

C représente la valeur du coefficient de raccordement fourni, avec le nombre de décimales fournies

- Cas 2 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et ne propose pas un coefficient de raccordement C avec l'ancienne : le coefficient de raccordement C, est alors calculé selon la formule suivante :  $C = V_a / V_p$

Dans laquelle :

V<sub>a</sub> représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

V<sub>p</sub> représente la valeur de la série poursuivante à la même date.

- Cas 3 :

Soit le site ne propose pas de série poursuivante. La série arrêtée est poursuivie par une nouvelle série choisie en accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur avec application d'un coefficient de raccordement C calculé selon la formule suivante :  $C = V_a / V_p$

Dans laquelle :

V<sub>a</sub> représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

V<sub>p</sub> représente la valeur de la nouvelle série à la même date.

La nouvelle série fera l'objet d'une modification de marché public.

## **Article VII-6 Régime fiscal**

Le concessionnaire supportera tous les impôts, taxes et cotisations sociales actuels et futures dont il sera redevable au titre de son activité.

Le concessionnaire réglera également les droits éventuels d'utilisation des musiques de variétés et d'attente propres à sa prestation.

# **VIII - FIN DU CONTRAT**

## **Article VIII-1 Cas de fin du contrat**

Le présent contrat prend fin :

- À l'expiration de sa durée normale prévue au présent contrat
- En cas de résiliation pour faute du concessionnaire prononcée dans les conditions prévues au présent contrat
- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général
- En cas de force majeure ou d'évènement extérieur rendant impossible la poursuite de l'exécution de la convention
- En cas d'annulation juridictionnelle ou de résiliation par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle
- En cas de résiliation de plein droit

Dans ce cadre, le Concessionnaire s'engage à respecter un certain nombre d'obligations et d'engagements en lien avec la fin de la concession. Ces obligations et engagements sont décrits aux articles VIII-9, VIII-10, VIII-11 du présent contrat et seront le cas échéant précisés et/ou complétés en temps utiles à l'approche de l'échéance du contrat par la signature entre les parties d'un protocole de fin de contrat qui assortira de pénalités le respect de ces obligations et engagements.

## **Article VIII-2 Survenance du terme du contrat**

Le Contrat prend fin à son échéance normale (date de notification N+7).

Le Concessionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité en cas de survenance du terme contractuel du Contrat.

### **Article VIII-3 Résiliation pour faute du Concessionnaire - Déchéance**

Le CHU peut prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du Concessionnaire, notamment dans les cas suivants :

- En cas de mise en régie provisoire de tout ou partie des missions confiées au Concessionnaire, lorsque la mise en régie dure depuis plus de 30 jours à compter de sa notification ;
- En cas de faute d'une particulière gravité du Concessionnaire dont le règlement, eu égard à sa nature, ne peut faire l'objet d'une mise en régie en application de mise en régie provisoire (par exemple, en cas de cession du présent contrat par le Concessionnaire sans ou contre l'autorisation préalable du CHU) ;
- En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance prévue à l'Article IV.2 ;
- En cas de non-paiement des redevances prévues à l'article VII-2 du présent contrat, sur une période excédant 3 mois.

Lorsque le CHU considère que les motifs de la résiliation pour faute sont réunis, il adresse une mise en demeure au Concessionnaire soit de se conformer à ses obligations et de mettre immédiatement fin à la situation de manquement, dans un délai tenant compte de la nature de la faute et du temps nécessaire au Concessionnaire pour remplir ses obligations, soit de fournir ses explications sur la faute constatée.

Si, dans le délai imparti par la mise en demeure, à compter de la date de réception de celle-ci, le Concessionnaire ne s'est pas conformé à tout ou partie de la mise en demeure ou si les explications fournies ne justifient pas la faute constatée, le CHU peut alors prononcer la résiliation du contrat pour faute du Concessionnaire dans un délai suffisant afin d'assurer la continuité du service.

En revanche, le concessionnaire pourra bénéficier d'une indemnisation de la valeur non amortie des investissements qu'il a supportés et qui sont destinés à devenir la propriété de la personne publique ainsi que les frais financiers y afférents.

Le sort des biens est régi par les dispositions de l'Article VIII-9 du présent Contrat.

Les suites de la déchéance et notamment les surcoûts d'exploitation engendrés par ladite déchéance seront supportés par le Concessionnaire.

### **Article VIII-4 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le CHU peut mettre fin à la concession avant son terme normal pour un motif d'intérêt général.

La décision ne peut prendre effet qu'après un délai minimum de six mois à compter de la date de sa notification, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au lieu du domicile du Concessionnaire. Les opérations de fin de contrat prévues au présent chapitre sont engagées dès notification de cette décision.

En outre, le Concessionnaire percevra une indemnité de résiliation correspondant à son manque à gagner sur la durée restant à courir du contrat :

- Calculé sur la base de la moyenne des résultats courants avant impôts des 2 derniers exercices précédant la date de résiliation, obtenus par le Concessionnaire pendant les exercices d'exploitation écoulés, après actualisation et neutralisation des éléments exceptionnels. Cette somme est plafonnée au résultat courant avant impôt prévisionnel sur la durée restant à courir du contrat recalculé en euros



courant. Le taux d'inflation à retenir est la moyenne sur les 2 derniers exercices. Le taux d'actualisation est le taux de l'OAT (Obligation Assimilable au Trésor) d'une durée équivalente à la durée restant à courir du contrat majoré de deux points pour tenir compte du paiement anticipé et de la suppression du risque commercial attaché à l'exploitation ;

- Si 2 exercices ne sont pas écoulés avant la date de résiliation, la somme est calculée sur la base du résultat courant avant impôt prévisionnel sur la durée restant à courir du contrat présenté et recalculé en euros courant. Le taux d'inflation est la moyenne des coefficients connus. Le taux d'actualisation est le taux de l'OAT (Obligation Assimilable au Trésor) d'une durée équivalente à la durée restant à courir du contrat majoré de deux points pour tenir compte du paiement anticipé et de la suppression du risque commercial attaché à l'exploitation.

## **Article VIII-5 Résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence**

En cas de résiliation du contrat prononcée par la juridiction administrative, ou par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle, le Concessionnaire a droit au versement d'une indemnité sous réserve d'une limitation de son manque à gagner à 1 % du montant défini dans le CEP.

Le cas échéant, le manque à gagner du Concessionnaire sera de plus minoré proportionnellement à la part de responsabilité que la juridiction lui imputerait.

## **Article VIII-6 Résiliation pour force majeure**

En cas de force majeure ou d'événements extérieurs aux parties assimilables à la force majeure, rendant impossible l'exécution du contrat, la résiliation peut être prononcée, à la demande du Concessionnaire, par voie conventionnelle ou juridictionnelle.

Le Concessionnaire a droit à l'indemnisation :

- De la valeur non amortie des biens et droits financés par le Concessionnaire, majorée, le cas échéant, de la TVA à reverser au Trésor Public
- De la valeur nette comptable des biens de reprise, majorée de la TVA à reverser au Trésor Public

Si les biens, de retour ou de reprise, ont été détruits ou endommagés, il est procédé à une expertise et il est tenu compte des indemnités de toutes sortes pouvant être versées au Concessionnaire, afin de déterminer ses droits à l'indemnisation au titre de la concession.

## **Article VIII-7 Résiliation de plein droit**

La présente convention est résiliée de plein droit dans les hypothèses suivantes :

- En cas de liquidation judiciaire de la Société concessionnaire
- En cas de radiation, devenue définitive, du Concessionnaire du registre du commerce et des sociétés

En cas de résiliation de plein droit, l'Autorité concédante devra indemniser le Concessionnaire de la partie non amortie des biens acquis ou réalisés par ce dernier, et nécessaire à l'exploitation du service. Le montant de l'indemnité correspondra à la valeur nette comptable des biens repris. Ces indemnités seront versées au Concessionnaire après paiement au CHU de Montpellier des éventuelles pénalités et sanctions pécuniaires et coercitives qui lui sont dues.

L'indemnité sera versée au Concessionnaire dans les trois mois qui suivront la reprise des biens par l'Autorité concédante.

## **Article VIII-8 Indemnisation du concédant**

En cas de résiliation du Contrat pour faute du Concessionnaire, le Concédant aura droit à une indemnité représentative de l'ensemble des préjudices subis par lui du fait de la déchéance, qui comprendra notamment :

- Les sommes dépensées par le Concédant au titre des procédures nécessaires pour attribuer les prestations à un ou plusieurs prestataires ;
- Les manques à gagner relatifs au(x) contrat(s) conclu(s) avec le(s) nouveau(s) prestataire(s) si celui-ci ou ceux-ci consent(ent) au Concédant des conditions économiques moins avantageuses dans la limite d'un montant maximal de 500 000 € HT ;
- Les indemnités que le Concédant pourrait être amené à verser à des tiers du fait du préjudice causé par les manquements ayant conduit à la résiliation pour faute.
- Le coût des études et travaux de reprise à réaliser en cas de non-conformité des Travaux réalisés par le Concessionnaire aux stipulations du présent Contrat.

## **Article VIII-9 Sort des biens**

### **VIII-9-1 Remise des biens au concédant**

Au terme normal ou anticipé du Contrat et ce, pour quelque raison que ce soit, les biens inclus dans le périmètre de la concession, y compris les Ouvrages, aménagements et tous biens immobiliers ou mobiliers réalisés ou financés par le Concessionnaire qualifiés de Biens de retour, seront remis au Concédant, tous droits y afférant lui étant transférés de plein droit.

Les Biens de retour sont constitués, d'une part, des Biens mis à disposition du Concessionnaire par le Concédant et, d'autre part, des Biens apportés par le Concessionnaire, réalisés ou financés par lui qui sont indispensables à l'exploitation des Services. Sont notamment des Biens de retour tous les Biens mentionnés dans l'inventaire A des biens de retour qui sera établi lors de la réception de l'ouvrage et des aménagements connexes.

Les Biens de retour seront remis gratuitement au Concédant à échéance normale du Contrat.

En cas de résiliation anticipée, ils font l'objet de l'indemnisation, selon les modalités prévues à l'article VIII-3 à VIII 7.

Ces biens doivent être remis en parfait état d'entretien et de fonctionnement. A cette fin, le CHU de Montpellier, et le Concessionnaire établissent, 6 mois avant la fin de la concession ou à tout moment en cas de fin anticipée, un état des biens concernés et, s'il y a lieu, une liste des interventions (travaux d'entretien et de réparation et travaux de renouvellement) que le Concessionnaire devra avoir exécutées au plus tard un mois avant la fin de la délégation.

À la date de son départ, le Concessionnaire assure le nettoyage des équipements et installations du service concédé ainsi que l'évacuation de tous les objets inutilisables.

La remise des installations affectées à l'objet de la présente convention est constatée par un procès-verbal contradictoire signé des deux parties précisant notamment la dénomination et les caractéristiques essentielles des biens ainsi que leur situation juridique. Ce procès-verbal contradictoire est annexé au présent contrat.

Tous les biens figurant dans ce procès-verbal contradictoire constituent des biens de retour revenant gratuitement au CHU de Montpellier en fin de contrat.

Le Concessionnaire remettra également gratuitement, sur simple demande du Concédant et sans délai, l'ensemble des données concernant le Service concédé sur support papier et sur support informatique.

La non-production de ces données donnera lieu à l'application des pénalités prévues par le présent Contrat.

### **VIII-9-2 Rachat facultatif des biens de reprise**

Les Biens que le Concessionnaire réalise, apporte ou finance et qui sont utiles à l'exécution du Contrat autres que les Biens de retour définis ci-dessus restent propriété du Concessionnaire en fin de contrat. Toutefois, sur décision du Concédant, ils pourront être rachetés par le Concédant. A défaut, ces Biens devront être enlevés ou démolis aux frais et risques du Concessionnaire avant le terme du Contrat.

Le CHU peut librement désigner les seuls biens qu'il demande à racheter et le Concessionnaire prend alors toutes dispositions pour y donner suite et le cas échéant isoler ces biens de ceux qui ne sont pas rachetés.

Le Concessionnaire tient en permanence à disposition du CHU de Montpellier la liste exhaustive des biens de reprise. Il transmet l'inventaire valorisé au CHU de Montpellier 6 mois avant la fin de la concession ou à tout moment à la demande du CHU en cas de fin anticipée.

Le CHU peut à tout moment procéder ou faire procéder à un inventaire contradictoire de ces biens.

### **VIII-9-3 Etat des lieux**

Tous les Biens et Équipements devront être en bon état d'entretien général, y compris leurs accessoires indissociables.

Six mois avant la date d'échéance du Contrat, un état des lieux contradictoire sera établi afin de vérifier le bon état d'entretien général des Biens et le respect du Programme de remise en état.

En cas de fin anticipée du contrat, un état des lieux contradictoire est établi, dans les mêmes conditions, dans un délai raisonnable, mentionné dans la mise en demeure ou la notification de la fin anticipée.

En cas de désaccord persistant entre les Parties, un Expert sera désigné, aux frais et risques du Concessionnaire, pour procéder à l'état des lieux. En cas d'échec de la tentative de la désignation de l'Expert conformément à l'Article IX-1-1 Expertise amiable du présent contrat, le Concédant désignera unilatéralement un Expert indépendant inscrit sur la liste de la Cour d'appel de Montpellier.

### **VIII-9-4 Remise en état**

Le Concessionnaire s'engage à ce que 6 mois avant le terme du contrat les équipements soient en parfait état.

Si une remise en état est nécessaire au regard de l'état des lieux et des engagements du Concessionnaire au titre du présent Contrat, le Concédant pourra mettre le Concessionnaire en demeure de les réaliser et en l'absence de réaction du Concessionnaire, les faire réaliser d'office aux frais et risques de ce dernier.

À défaut d'exécution des travaux de remise en état ou en cas de nouveaux désordres constatés, les frais de remise en état seront mis à la charge exclusive du Concessionnaire.

## **Article VIII-10 Charges à payer**

À l'issue de la concession et pour quelque cause que ce soit, le Concessionnaire s'engage à reverser les charges à payer c'est-à-dire les factures non parvenues à l'issue de la concession mais dont il a la charge jusqu'au dernier jour d'exécution du contrat.

Faute de respecter cette obligation ou d'accord du CHU, et à l'issue du mois qui suit le terme du contrat, le CHU, après mise en demeure restée sans effet pendant 5 jours à compter de sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception, procédera à l'émission d'un titre de recettes, dont le montant sera égal à 10% du montant des charges de la dernière année d'exécution du contrat figurant au compte d'exploitation prévisionnel joint au présent contrat, et actualisées sur la base de la formule qui sera retenue.

## **Article VIII-11 Transmission de l'exploitation**

### **VIII-11-1 Transition avec le prestataire sortant**

Le Concessionnaire s'organise avec le prestataire sortant, dont les coordonnées lui auront été transmises par le CHU de Montpellier, pour s'accorder sur les modalités transitoires en vue d'assurer la continuité de l'exploitation du service.

Le Concessionnaire assure, pendant toute la durée de cette transition, la continuité du service auprès des usagers, en occasionnant une gêne la plus limitée possible pour les usagers, mais également pour le fonctionnement des services du CHU de Montpellier, et notamment en termes de nuisances (bruit, perturbation des circulations, poussière, etc.).

Le CHU de Montpellier pourra à ce titre être sollicité en tant que facilitateur dans ces échanges, sans que sa responsabilité ne puisse être recherchée en cas de désaccord par l'une quelconque des parties à ces discussions.

### **VIII-11-2 Remise des données d'exploitation**

Le Concessionnaire remet gratuitement au CHU de Montpellier en fin de concession les documents d'exploitation nécessaire.

### **VIII-11-3 Litiges, recours, sinistres et contentieux**

Le Concessionnaire tient en permanence à jour une liste des litiges, sinistres, recours et contentieux susceptibles d'engager le CHU ou le nouvel exploitant, ainsi que des enjeux financiers afférents. Le Concessionnaire tient à la disposition du CHU copie de toutes pièces justificatives ou utiles à l'appui de cette liste.

### **VIII-11-4 Prise en main par un nouvel exploitant**

Le Concessionnaire prête son concours au nouvel exploitant pour faciliter sa prise en main progressive du service, jusqu'au transfert total à l'échéance du contrat de concession, et assurer la parfaite continuité du service.

Le Concessionnaire permet notamment un accès du nouvel exploitant aux installations du service pendant une période dont la durée sera à définir mais qui ne pourra être inférieure à 2 mois, sauf si le contrat d'exploitation est notifié moins de deux mois avant l'expiration du présent contrat.

Le Concessionnaire s'engage à ne pas entraver d'éventuelles démarches commerciales que le nouvel exploitant pourrait engager dans les six derniers mois avant la reprise effective du service.

Le Concessionnaire prêtera un concours renforcé pour assurer une parfaite transmission de l'exploitation au nouvel exploitant les derniers jours de la concession.

Au cas où des circonstances imprévues apparaîtraient dans les heures précédant l'échéance du contrat, qui pourraient affecter la continuité du service, le CHU peut demander au Concessionnaire de poursuivre

momentanément quelques-unes des activités du service nécessaire pour assurer la continuité du service. Le Concessionnaire ne peut se soustraire à cette demande.

## IX - CLAUSES DIVERSES

### Article IX-1 Règlement des litiges

Les parties s'efforceront de régler leurs éventuels différends à l'amiable.

A défaut, les litiges seront soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

#### IX-1-1 Expertise amiable

- Désignation de l'expert

En cas de persistance d'un différend, les Parties désignent conjointement un expert indépendant, dans un délai de huit (8) jours à compter de la demande de recours à l'expert formée par la Partie la plus diligente.

L'expert sera désigné, sauf impossibilité ou accord exprès des Parties, sur la liste des experts établie par la Cour administrative d'appel de Montpellier.

Au cas où les Parties ne se mettraient pas d'accord sur le choix de cet expert indépendant dans un délai de huit (8) jours, il est procédé à sa désignation par le Président du Tribunal administratif de Montpellier, saisi par la Partie la plus diligente.

- Missions de l'expert

La mission de l'expert sera déterminée par les Parties et formalisée par un protocole.

L'expert indépendant remet son avis dans un délai déterminé par les Parties, qui ne peut excéder trente (30) jours à compter de sa désignation.

- Frais d'expertise

L'expert détermine dans son rapport si les frais nécessités par son intervention sont assumés par l'une des deux Parties ou partagés entre ces dernières. L'avance de ces frais est, dans tous les cas, assurée par le Concessionnaire.

Les frais d'intervention de l'Expert sont et demeurent, en toute hypothèse, à charge du Concessionnaire.

- Valeur de l'expertise

En cas de contestation de l'avis rendu par l'expert, le litige est tranché selon les dispositions de l'ARTICLE IX-1-2.

Dans l'attente de l'intervention d'une décision juridictionnelle, la décision de l'expert indépendant s'impose aux Parties à titre transitoire et provisionnel.

#### IX-1-2 Juridiction compétente

Les contestations qui s'élèveront entre le Concessionnaire et le Concédant au sujet du présent Contrat et qui ne pourraient être réglées amiablement, seront soumises au Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à MONTPELLIER

Le -----

En deux exemplaires originaux

Pour l'Autorité Concédante  
Madame la Directrice Générale  
Du CHU DE MONTPELLIER

Pour le Concessionnaire  
Le Président de la Société